



Westminster & City News

NUMÉRO 29

Du 17 au 23 juillet 2020

ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

INDICATEURS MACROECONOMIQUES

Le revenu des ménages britanniques (hors retraités) aurait diminué de 4,5 % entre 2019-20 et mai 2020 en termes réels – Selon une [étude](#) de la *Resolution Foundation*, l'ampleur de la chute est un record depuis 1975 et aurait ramené les revenus des ménages à leur niveau de 2006-07. Le revenu mensuel britannique serait passé de 1 858 £ en février avant le début de la crise (croissance annuelle de 2,1 %) à 1 795 £ en mai (croissance annuelle de - 1,5 %). La perte de revenu n'a pas été linéaire dans la population britannique : 80 % des individus dans le quartile inférieur de la distribution des revenus auraient vu leur revenu réel augmenter, grâce à l'augmentation des prestations sociales de l'ordre de 9 Mds£. Au contraire, près de 50 % de la moitié supérieure de la distribution auraient constaté une baisse de leur revenu, en raison de la chute des heures travaillées qui n'a pas été entièrement compensée par le dispositif de chômage partiel. Enfin, dix pour cent des individus du quartile supérieur auraient vu leur revenu se contraindre de 30 %.

POLITIQUE COMMERCIALE

La Trade Bill progresse au Parlement et devrait être promulguée à l'automne – Alors que le Parlement entre en « recess », le projet de *Trade Bill*, adopté le 21 juillet en troisième lecture par la Chambre des Communes, est à présent en 2ème lecture à la Chambre des Lords. Ce texte comporte quatre volets : mise en œuvre des obligations du RU découlant de l'accord OMC sur les marchés publics ; mise en œuvre des accords commerciaux de continuité signés avant fin 2020 ; création d'un dispositif de défense commerciale ; collecte de données techniques. Ce projet de loi ne vise pas à fournir une base juridique à la mise en œuvre des futurs accords de libre-échange (ALE) avec des pays tiers. En dernière lecture devant les Communes, plusieurs amendements ont été déposés par les parlementaires afin de donner un droit de regard du Parlement sur les futurs ALE entre le Royaume-Uni et des pays tiers, et pour obliger le gouvernement à maintenir les normes agroalimentaires et environnementales existantes et à retirer le système de santé de la table des négociations lors des futures discussions. Ces amendements, déposés par l'opposition travailliste et des parlementaires de la majorité, ont tous été rejetés.

Tandis que la perspective d'un accord de libre-échange avec les États-Unis d'ici la fin de l'année s'éloigne, Londres accélère les négociations avec les pays de l'AELE – A la veille du troisième cycle de négociations entre le *Department for International Trade* britannique et l'*United States Trade Representative*, le gouvernement britannique aurait abandonné selon le [FT](#) tout espoir de conclure un accord commercial avec Washington avant l'élection présidentielle américaine de novembre, les deux parties étant en désaccord autour de questions litigieuses telles que l'autorisation des produits agricoles américains sur le marché britannique. Dans le même temps, le gouvernement a annoncé être formellement

entré en négociation avec les pays de l'AELE (Norvège, Islande, Lichtenstein). Le gouvernement a indiqué dans un communiqué de presse que les parties étaient disposées à négocier, de manière bilatérale ou plurilatérale, un accord de libre-échange ainsi que des cadres de coopération en matière judiciaire, de sécurité sociale, de sécurité intérieure, de transport international, de recherche et d'enseignement.

ACTUALITÉ FINANCIÈRE

REGLEMENTATION FINANCIERE & MARCHES FINANCIERS

Les gestionnaires de fonds souhaitent un alignement sur les règles européennes en matière de finance verte – Dans une [lettre](#) au secrétaire d'État pour les services financiers, John Glen, la *UK Sustainable Investment and Finance Association*, organisation représentant les gestionnaires d'actifs, banques et conseillers financiers (7 Md£ d'actifs sous gestion), demande au gouvernement de s'engager à respecter les règles européennes en matière de finance verte après le Brexit. L'UKSIF s'inquiète de l'absence de proposition législative alors que la fin de la période de transition approche et y voit un risque que le RU ne s'écarte de la réglementation européenne en matière de finance durable et compromette ainsi sa place de centre financier pour les investissements ESG. L'UKSIF, dont les membres comprennent également Schroders, Standard Life Aberdeen et M&G, souligne les difficultés opérationnelles que la position du RU introduirait pour les gestionnaires d'actifs internationaux en les forçant à gérer des régimes réglementaires contradictoires dès 2021.

Le Trésor lance une grande revue de l'industrie des Fintech – Cet examen indépendant sera dirigé par l'ancien DG de Worldpay, Ron Kalifa, et visera à s'assurer que les Fintech britanniques « disposent des ressources nécessaires pour croître et réussir, que les conditions sont favorables à l'adoption généralisée de la technologie financière et que la réputation mondiale du RU en matière d'innovation est maintenue et renforcée », selon la [lettre de mission](#) du gouvernement. Le secteur des Fintech représente près de 7Mds£ et 60 000 emplois au RU. Toutefois, la combinaison de la crise du Covid-19 et du Brexit détourne les investisseurs et fait craindre une fuite des talents. Cinq groupes de travail doivent formuler des recommandations concernant les compétences et les talents, l'investissement, la connectivité nationale, la politique et l'attractivité internationale. *Innovate Finance* et *City of London Corporation* participeront aux travaux dont les conclusions sont attendues début 2021.

L'impact du Covid-19 doit être mieux pris en compte dans les états financiers des entreprises – Après avoir [évalué](#) les états financiers intermédiaires et annuels de 17 entreprises (pour l'année fiscale se terminant en mars 2020), le superviseur du secteur de l'audit (FRC) a estimé qu'il y avait une marge d'amélioration pour la prise en compte du Covid-19 dans les évaluations de continuité d'exploitation (« *going concern* ») des entreprises. Si les entreprises ont fourni des informations concernant l'impact du Covid-19 sur leurs futures activités, certains rapports intermédiaires auraient dû être plus détaillés. Le FRC a conseillé aux entreprises, sur la base de son [orientation](#) publiée le 26 mars, d'expliquer et d'étayer les hypothèses retenues lors de la préparation des prévisions, et de fournir, compte tenu du niveau actuel d'incertitudes, des analyses de sensibilité. Les hypothèses utilisées dans l'évaluation de la continuité d'exploitation doivent par ailleurs être compatibles avec celles utilisées dans le reste des états financiers.

Consultation sur la taxe sur la criminalité financière et rapport parlementaire sur l'influence de la criminalité organisée russe à Londres – Alors qu'une [consultation](#) est lancée pour l'introduction d'une taxe sur la criminalité économique, la commission du renseignement et de la sécurité du Parlement a remis un rapport accablant sur l'influence de la criminalité financière russe à Londres. Le rapport qualifie la capitale britannique de plaque tournante du blanchiment de fonds illicites russes et de « facilitateurs » les avocats et experts comptables britanniques. Dans le même temps, la taxe sur la criminalité financière, qui vise à collecter environ 100 M£ par an auprès des secteurs à risque en matière de blanchiment d'argent pour financer les réformes prévues par le [plan](#) de lutte contre la criminalité, est soumise à une consultation

du HMT. Elle doit permettre de déterminer le montant de la taxe, son mode de calcul, sa répartition entre professions concernées et la manière dont elle devrait être perçue. Elle comprend également un appel à contributions sur les niveaux actuels d'investissement du secteur privé dans les mesures de lutte contre la fraude.

Le gouvernement veut encadrer la publicité financière des crypto-actifs - Le Trésor a lancé une [consultation](#) sur l'opportunité de soumettre certains types de crypto-actifs à la réglementation sur les communications financières afin d'encadrer la publicité par ces entreprises de leurs produits auprès des investisseurs particuliers et, ainsi, de renforcer la protection des consommateurs. La supervision de cette réglementation par la FCA devrait permettre de garantir que les promotions des crypto-actifs sont soumises aux mêmes normes d'équité et de transparence que celles qui s'appliquent au secteur des services financiers traditionnels. Cette consultation fait suite à une [étude](#) récente de la FCA qui a montré une augmentation significative du nombre de consommateurs britanniques ayant acquis des crypto-actifs au cours de l'année écoulée. La consultation est ouverte jusqu'au 25 octobre.

Le Parlement enquête sur la faillite de Wirecard - Le *All-Party Parliamentary Group on Challenger Banks and Building Societies* du Parlement britannique lance une [commission d'enquête](#) sur l'effondrement de la société de paiement allemande Wirecard afin d'établir si un scénario similaire pourrait se reproduire dans le secteur britannique des Fintech. Le groupe examinera les raisons de cette faillite et recueillera les témoignages de plusieurs DG de Fintech britanniques. L'examen portera également sur le rôle joué par la *Financial Conduct Authority* dans la supervision de la filiale britannique de la Fintech allemande.

BANQUES & ASSURANCES

L'audience juridictionnelle portant sur l'indemnisation par les assurances des pertes d'exploitation a commencé – Dans cette question préjudicielle (« *test case* »), la [FCA](#) représente des milliers d'entreprises s'estimant lésées par leurs assureurs leur ayant refusé des indemnisations malgré leur couverture contre les pertes d'exploitation (« *business interruption cover* ») durant la crise du Covid-19. La FCA a identifié 17 formulations contractuelles problématiques sur lesquelles elle demandera une décision interprétative au juge. Selon [The Guardian](#), c'est la première fois que le superviseur mène une action en justice de ce genre pour clarifier les responsabilités des acteurs financiers. Avant l'audience, qui a commencé lundi à la Haute Cour de Londres, la FCA a déclaré que l'issue du litige pourrait affecter par jurisprudence plus de 370 000 contrats. L'audience se poursuivra durant deux semaines ; une décision est attendue en septembre au plus tôt, selon le *Financial Times*.

La PRA lance une consultation sur les nouvelles banques non-systémiques – Les propositions faites par la [PRA](#) dans sa consultation s'appliqueront aux banques nouvelles et en croissance (« *new and growing banks* »), c'est-à-dire celles ayant reçu leur autorisation au cours des cinq dernières années. La PRA propose de simplifier le calcul du coussin PRA (« *PRA buffer* ») en le fixant forfaitairement à six mois de dépenses de fonctionnement. Cinq ans après avoir reçu leur autorisation, ou à l'atteinte de leur point de rentabilité, les banques recevront un nouveau coussin PRA, qui sera fixé individuellement sur la base de leur performance aux tests de résistance. A mesure que les nouvelles banques se développent, elles devront donc développer des capacités pour passer les tests de résistance. Par ailleurs, la PRA propose que les nouvelles banques mettent en place des plans de liquidation en condition de solvabilité (« *solvent wind down plans* ») dès l'agrément, et qu'elles les actualisent jusqu'à ce que leur coussin PRA propre soit fixé. Cette consultation s'inscrit dans la stratégie de la PRA d'encourager le développement de nouvelles banques afin de stimuler la concurrence dans le secteur bancaire.

La première banque britannique dédiée aux agriculteurs sera lancée d'ici fin 2020 – La Oxbury Bank, qui doit être opérationnelle à l'automne, aurait déjà, selon ses fondateurs, plus de 50M£ de dossiers de financement, principalement à court terme à destination des grands exploitants de cultures arables et

aux producteurs laitiers. Elle proposera également des comptes d'épargne aux consommateurs pour financer les prêts et une facilité de crédit renouvelable pour financer les fonds de roulement. Les cofondateurs d'Oxbury sont James Farrar, ancien dirigeant de la chambre de compensation ClearBank, Nick Evans, fondateur de la société de technologie agricole Adaptris, et Timothy Coates, de la *Financial Conduct Authority*. Hutchinsons, spécialiste de la production végétale, et Frontier Agriculture, un groupe de production végétale et de commercialisation des céréales font partie des bailleurs de fonds. Oxbury compte 40 employés et vise un bilan de l'ordre d'1 Md£ d'ici 5 ans.

Le télétravail est prolongé jusqu'en 2021 chez RBS – Royal Bank of Scotland a informé 50 000 employés (sur un total de 70 000) qu'ils resteraient en télétravail au moins jusqu'au début de l'année prochaine. Cette décision est intervenue quelques jours après l'annonce de Boris Johnson que le retour au bureau se ferait à la discrétion de l'employeur. Si RBS et les autres banques britanniques ont pris des mesures pour éviter la propagation du virus sur le lieu de travail (couloirs à sens unique, limite dans les ascenseurs, imagerie thermique et contrôles de la température), elles privilégient jusqu'à maintenant une approche prudente concernant le retour des employés au bureau. Selon Ian Dyson de *City of London*, les 30 plus grands employeurs de la City ont l'intention de faire revenir entre 20 et 40% des effectifs dans leurs bureaux dans les mois à venir, tandis que de nombreux employés du secteur, préoccupés par l'utilisation des transports publics, expriment le souhait de poursuivre le recours au télétravail. Le lent retour des employés en présentiel est en revanche problématique pour les commerces et restaurateurs des centres-villes, qui dépendent de leur fréquentation.

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à londres@dgtrésor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Jean-Christophe Donnellier
Service économique régional de Londres
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Raphaël Bousquet, Marianne Carrubba,
Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 23 juillet 2020

TABLEAU DE CONJONCTURE

ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs*		Croissance T1 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-1,5%	1,2%
PIB en glissement trimestriel		-2,0%	0,1%
PIB par habitant		-2,1%	0,0%
Inflation (IPC)		1,7%	2,3%
Evolution de la demande		-1,0%	0,0%
	Consommation	-1,7%	0,1%
	Dépenses publiques	-2,6%	0,2%
	Exportations (B&S)	-10,8%	0,3%
	Importations (B&S)	-5,3%	0,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-1,7%	-0,3%
	Secteur de la construction	-2,6%	0,0%
	Secteur des services	-1,9%	0,2%
Parmi les services	Finance et assurances	0,0%	-0,4%
	Ventes au détail	-1,7%	0,4%

MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T1 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,1%
Taux d'emploi		76,6%	75,8%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	31,4	32,0
Productivité horaire**	Croissance annuelle	0,5% (T4 2019)	0,0%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	0,0%	0,7%
Salaires réels	Croissance annuelle	-0,4%	0,2%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	0,0%	0,0%
Taux d'épargne des ménages		6,2% (T4 2019)	6,0%

FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-2,5%	-2,3%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	93,5%	83,6%
Investissement public net	-2,2%	-2,1%

COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T1 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,1%	-4,3%
Balance des B&S		-0,4%	-1,4%
Balance des biens		-4,9%	-6,5%
Balance des services		4,5%	5,1%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,16	1,14
	GBP/USD	1,28	1,30

Source : ONS

* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

** Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard

*** Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible et les taux de croissance sont calculés sur 3 mois (sauf PIB g.a.). Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.